

Marcel Gauchet : « Hollande

Contradictions. Pour l'essayiste, l'Etat est responsable de cette paranoïa générale, amplifiée par les médias.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISABETH LÉVY

Le Point : Depuis que Jérôme Cahuzac a avoué ses forfaits, une seule question mobilise la France et le pouvoir : la moralisation de la vie politique. Si louable que soit cet objectif, cette émotion n'est-elle pas démesurée ?

Marcel Gauchet : Sans doute. Comme toujours l'hystérie médiatique a déclenché l'hystérie politique. Mais, si l'affaire Cahuzac a pris une telle ampleur dans l'opinion, c'est parce qu'elle a cristallisé des préoccupations latentes. Elle fait la jonction entre deux problèmes essentiels : celui de l'impôt et celui du personnel politique. Le ministre de l'impôt se soustrayait à l'impôt ! Le tout dans un contexte très particulier où le citoyen moyen a l'impression d'être le dindon de la farce, le cochon de payant, soumis à de redoutables règles nationales, alors que les détenteurs du pouvoir politique ou économique peuvent s'en affranchir. Quand on augmente la pression fiscale sur des populations en voie d'appauvrissement, il est normal qu'elles demandent une répartition équitable des efforts. Or on en est loin. L'arbre Cahuzac cache une forêt, non pas de tricheurs individuels, même s'ils existent, mais d'institutions et d'acteurs qui peuvent échapper à l'impôt, grâce aux avisés conseils d'avocats, de fiscalistes et autres spécialistes de la finance.

Il ne le cache pas vraiment ! On prétend s'en prendre aux fraudeurs et aux délinquants, mais tous les bénéficiaires du système sont désignés à la vindicte publique...

De fait, ce pauvre Cahuzac paie pour tout le monde, à commencer par les grands groupes multinationaux qui pratiquent l'« optimisation fiscale » en toute légalité, grâce à des techniques connues, passant par l'Europe, avec son dumping fiscal, et par

des combinaisons encore plus sophistiquées via les circuits financiers offshore et les paradis fiscaux. Les gens ont d'autant plus le sentiment de se faire avoir qu'à l'inégalité devant l'impôt s'ajoute l'inégalité devant l'administration fiscale. Le citoyen lambda est désarmé, alors que les mieux lotis ont à leur disposition des experts qui savent les défendre. Et ne parlons pas de la difficulté pour les fonctionnaires de base de s'attaquer à de grands élus. Ils y risquent leur carrière. L'inspecteur des impôts de Villeneuve-sur-Lot aurait-il pu enquêter sur Jérôme Cahuzac et lui infliger un redressement comme à vous et à moi si nous oublions de déclarer des revenus ? Il est raisonnable d'en douter. Le personnel politique échappe largement à la possibilité d'un contrôle effectif.

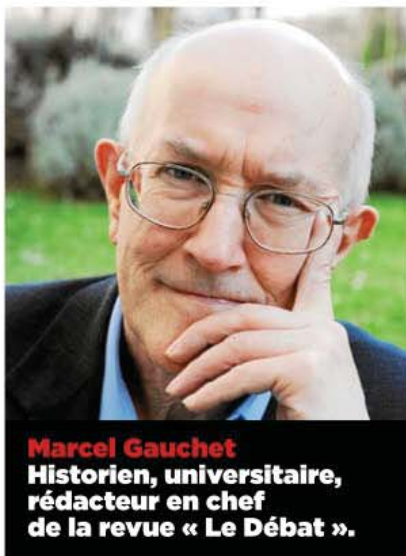
En somme, rien de nouveau sous le soleil démocratique : l'impôt est toujours le premier enjeu politique...

Plus précisément, le problème posé, fondamental en démocratie, est celui de l'emploi des impôts. Retour aux sources : *No taxation without representation* (pas d'impôt sans représentation). En clair, on veut bien payer, à condition de contrôler ce qu'on fait de notre argent. Or ce n'est plus un secret pour personne que cet Etat qui nous ponctionne lourdement dépense à tort et à travers. L'erreur politique fondamentale de François Hollande est d'avoir cru qu'il pouvait augmenter les impôts sans établir une sorte de plan de restitution : il ne s'agit pas tant de réduire la dépense publique que de clarifier les conditions de son utilisation, dont chacun, dans son petit secteur, peut observer qu'elles sont absolument anarchiques.

Derrière le ministre du Budget tricheur il y a un Etat qui subventionne à l'aveugle...

Si on vous suit, le nœud de la crise française, c'est une fiscalité à la fois injuste et inefficace. La « transparence » des patrimoines ministériels est-elle une réponse adaptée ?

C'est évidemment du grand théâtre ! Mais cette comédie révèle une faille spécifique au Parti socialiste : c'est un parti de notables, très bien pourvus sans être nécessairement riches, qui veulent passer pour les représentants du populo. Ils sont pris en flagrant délit de contradiction : l'ennemi de la finance est l'ami d'une partie des milliardaires. Les trois action-



Marcel Gauchet
Historien, universitaire,
rédacteur en chef
de la revue « Le Débat ».

a peur des chiens »

naires du *Monde*, grand journal de référence de la gauche, ne sont pas de pauvres smicards peinant à joindre les deux bouts...

N'est-ce pas démagogique d'affirmer qu'il faut ressembler aux gens pour les représenter ?

Vous avez raison ! Pour autant, un parti de bourgeois bien installés peut difficilement passer pour l'expression organique des couches populaires ; et il faudrait évoquer la pléthore de satrapes locaux qui, sans être très riches en termes de patrimoine, mènent une vie très confortable aux frais de la République, notamment au travers du cumul des mandats. Parti d'élus, maître des territoires, le PS est assez embarrassé par ces questions et l'exigence de transparence pourrait lui permettre de faire le ménage, ne serait-ce qu'en dissuadant ses membres les moins présentables de se porter candidats lors des prochaines échéances.

Reste que cette exigence, qui confond sous le même mot l'être, l'avoir et le faire, peut aussi mener aux pires dérives, non ?

Le mot « transparence » est terrifiant, car c'est tout ou rien. Aucun homme n'est transparent et ne le sera jamais. Cependant, et on arrive au deuxième problème posé par l'affaire Cahuzac – le statut du personnel politique –, quand vous représentez le peuple, vous devez des comptes au peuple. En politique, il y a une transparence raisonnable qui consiste à dire à peu près qui on est et à prouver qu'on ne tire pas de profit personnel de ses fonctions. Seulement, en France, les mœurs des élites sont particulièrement hypocrites. Or aujourd'hui, avec la force acquise par le système d'information, cela ne peut plus se cacher. De quoi se nourrit la chronique journalistique ? De nominations qui puent le clientélisme, de collusions tordues qui évoquent tantôt le trafic d'influence, tantôt le conflit d'intérêts. La nouveauté, c'est que ces habitudes arrivent inexorablement sous le nez du public. Il faut en tirer les conséquences.

En somme, nous sommes dans un capitalisme mondialisé d'Etat qui cumule les défauts de l'étatisme et ceux de la dérégulation à tout-va ?

Absolument ! Les nominations aux postes cruciaux s'effectuent au sein d'une mafia, ou d'une franc-maçonnerie selon que l'on veuille être aimable ou

pas, où les hauts fonctionnaires membres de quelques grands corps se réservent les postes clés. C'est par l'Etat qu'on obtient le ticket d'entrée dans l'économie mondialisée, donc qu'on devient milliardaire. C'est un peu bizarre, tout de même...

Parmi les mesures d'« assainissement » annoncées, est-il question de cela ?

Evidemment pas : nos dirigeants n'entendent nullement renoncer à leur pouvoir de nommer, donc de remercier, neutraliser, encourager... Le gouvernement a répondu mécaniquement au scandale, avec un catalogue de mesures improvisées, incohérentes, dont on a le sentiment que ceux qui les proposent espèrent qu'elles seront impraticables. Ainsi, on aura fait semblant et il ne se passera rien. Le problème, c'est que tout le monde le voit ! Je ne comprends pas cette stratégie politique.

Peut-être n'y a-t-il aucune stratégie, mais seulement du suivisme par rapport aux médias qui dictent l'agenda et définissent le tempo. Comme si, en lieu et place de dirigeants proposant des solutions au peuple, c'était le peuple qui, via ses représentants médiatiques, donnait des ordres aux politiques...

Le peuple n'ordonne rien du tout. En revanche, cette dépendance aux médias est une question déterminante. Le pouvoir n'est plus dans l'action, il est dans la réaction, et il s'y noie. Face aux événements, on n'élabore pas un plan véritable de transformation des mœurs politiques, on ressort les vieilles promesses et on racle les fonds de tiroir de Bercy pour donner du grain à moudre aux journalistes. L'hystérie

médiatique est devenue structurelle, à travers le dispositif bien connu du circuit réseaux sociaux-information en continu-concurrence hyperbolique. Il faut être le premier, quitte à dire n'importe quoi. Puisque Laurent Fabius est riche, il devra démentir qu'il a un compte en Suisse. L'hystérie politique prend ensuite le relais. L'opposition, qui ne manque pourtant pas de casseroles sur ce terrain, pousse des hurlements. La majorité s'inquiète et, en vingt-quatre heures, pond un plan qui n'a aucun rapport avec les questions qui tracassent vraiment les populations.

Cela rappelle quelqu'un, non ? Cette course folle derrière l'événement était l'un des péchés du sarkozysme...

■■■

« Le PS est un parti de notables, très bien pourvus sans être nécessairement richissimes, qui veulent passer pour les représentants du populo. »

■■■ Oui, on a l'impression de retrouver les mêmes martingales des mêmes communicants. Il est temps de s'affranchir de ce jeu d'apparences. François Hollande en a-t-il la capacité ? Je suis sceptique. Pour gouverner, il faut accepter de prendre des risques, de parler fort, de tenir un discours qui va faire hurler et se dire : les chiens aboient, la caravane passe. Et lui, il a peur des chiens !

Aujourd'hui, malgré le mécontentement, il n'y a pas de révolte fiscale massive. Le consentement à l'impôt est-il menacé ?

Sauf remise à plat du système, oui ! On observe depuis pas mal de temps une révolte fiscale rampante. Si on ne change pas les règles du jeu, à la fois sur la répartition des charges et sur l'emploi des recettes, elle pourrait se transformer en rébellion ouverte...

Vous avez évoqué le sentiment d'injustice des classes populaires. Mais, dans les couches aisées aussi, on se sent injustement « matraqués ».

Beaucoup de gens relativement prospères pensent qu'il est normal de planquer un peu de leur argent durement gagné pour leurs enfants...

C'est exact, une bonne partie des classes moyennes supérieures ont l'impression de travailler dur, ce qui est vrai, et d'être exploitées par un système de redistribution qu'elles jugent aberrant. C'est d'ailleurs dans ces catégories que la question du consentement à l'impôt se pose aujourd'hui de la manière la plus brûlante.

En attendant, si on passe de la dénonciation des fraudeurs à celle des bénéficiaires du système, ne va-t-on pas vers un système où tout riche sera suspect ?

Il est clair qu'en l'absence de véritable réponse politique cette crise laissera aux gens l'impression qu'ils vivent dans un système de fraude généralisée. Dans ces conditions, toute personne en position de pouvoir, d'une part, et toute personne disposant de revenus confortables, d'autre part, sera un suspect en puissance. C'est un climat insupportable, surtout avec le paradis des dénonciateurs anonymes qu'est Internet. Aucune société ne peut fonctionner dans la paranoïa générale.

Dans ces conditions, François Hollande a-t-il encore la légitimité pour agir et demander de nouveaux sacrifices aux Français ?

C'est le problème majeur. Nicolas Sarkozy avait été porté par de grandes espérances. Il incarnait le franc-parler, le dynamisme, le volontarisme. Il s'est « délégitimé » par un mode d'actions illisible qui a tourné à l'absurde. Après cette désillusion, les Français s'en sont remis à la « normalité » : ils ont cru retrouver un type posé, capable de définir des axes et de se comporter de façon compréhensible. Seulement, c'était la dernière cartouche ! Si elle fait long feu, on assistera rapidement à un effritement

de la légitimité du pouvoir. Et il ne sera plus question de mener la moindre politique rigoureuse.

Autrement dit, le quinquennat pourrait connaître une sorte de chiraquisation ?

En quelque sorte. On peut d'ailleurs se demander si ce n'est pas ce statu quo que demande une bonne partie de l'opinion française. Au fond, il y a peut-être une alliance objective entre le sentiment conservateur, basique, d'une population affolée par la crise qui voudrait bien que tout continue comme avant et le néobolchevisme d'un Plénel qui ne cherche pas tant à prendre le pouvoir qu'à le détruire. Les médias fonctionnent plus que jamais comme un antipouvoir. Quant aux gens « d'en bas », ils se voient plus pauvres demain qu'aujourd'hui et voient leurs enfants plus pauvres qu'eux : on comprend que l'immobilisme soit pour eux un substitut de l'espoir révolutionnaire. Hier on disait : « La situation est désespérée, renversons tout, la solution est de l'autre côté. » On a compris qu'il n'y avait pas de solution de l'autre côté, alors on se cramponne à ce qu'on a.

Cette situation de quasi-lutte des classes peut-elle aboutir à une explosion révolutionnaire ?

Je ne le crois pas. Ce qui nous menace n'est pas l'explosion mais l'implosion, le chaos, l'impuissance complète du politique, la paralysie, et donc les effets d'autodestruction douce qui vont avec ce genre de situation. Pour qu'il y ait explosion, il faudrait un programme, un espoir, un horizon. Il n'y en a pas. Certes, on verra le vote protestataire progresser, mais les gens ne croient pas que Mélenchon ou Marine Le Pen aient la solution à leurs problèmes. Au passage, l'instauration d'un véritable vote blanc exprimant la protestation contre l'offre politique serait une mesure salvatrice

et cathartique.

Dans ce climat, si les mesures annoncées ne changent pas la donne, François Hollande peut-il encore redresser la barre ?

Pour notre salut à tous, il le faudrait ! Je croyais que l'expérience Sarkozy avait servi à quelque chose et qu'on en avait fini avec ce jeu pourri entre médias et politiques, fait de compétition et de complicité – car une affaire ou une polémique toutes les semaines entretiennent l'appétit des lecteurs et auditeurs... Je suis stupéfait de voir que les gouvernants continuent de répondre à l'émotion par l'émotion, la surenchère, des promesses inconsidérées, des mesures auxquelles on n'a pas réfléchi, dont les effets n'ont pas été anticipés, mais dont il est clair qu'elles ne sont pas à la hauteur du problème posé. François Hollande, qui paraissait un peu plus malin que ses camarades, devait en finir avec les plaies historiques du socialisme français. S'il en est incapable, la synthèse du sarkozysme médiatique et du hollandisme politique risque de faire très mal ■

« C'est dans les classes moyennes supérieures que la question du consentement à l'impôt se pose de la manière la plus brûlante. »